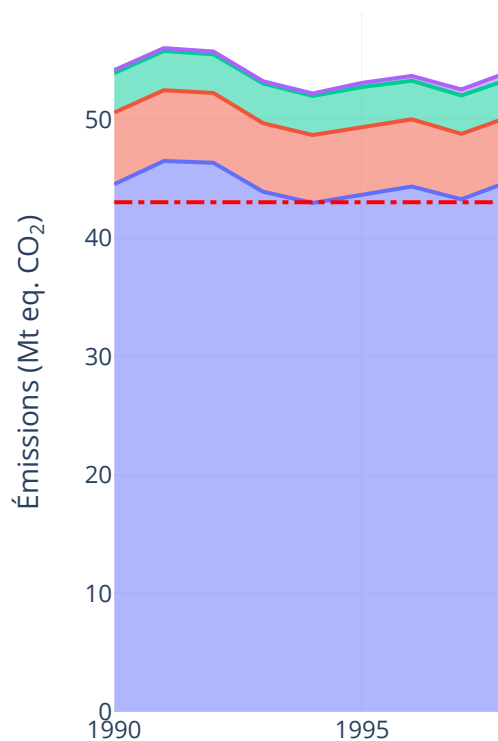


4. Les actions à mettre en place

Regardons-nous le train passer sans rien faire? Depuis le premier sommet de la Terre de Rio en 1992, des accords internationaux comme le protocole de Kyoto (signé en 1997), et plus récemment l'accord de Paris (2015) ont suivi. Mais la diplomatie climatique est un lent processus, souvent peu contraignant, alors qu'il y a urgence.



Atteindre la neutralité carbone



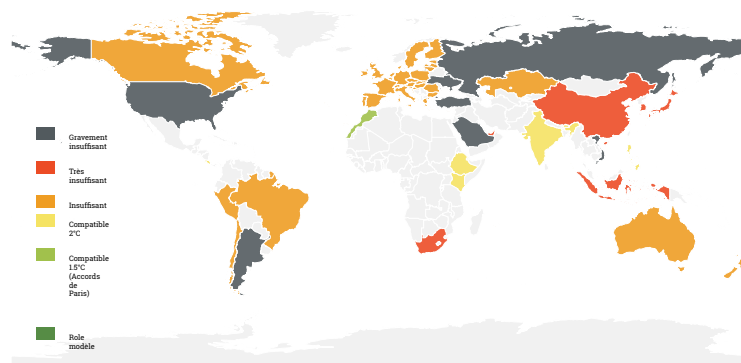
Source: OFSP

En Suisse, les émissions de gaz à effet de serre restent encore supérieures à la cible que la Confédération s'est fixée pour 2020, soit une réduction de 20% par rapport à 1990. Se posent aussi des enjeux de justice climatique, face à des problèmes comme la responsabilité historique de certains pays dans la crise climatique, la part des émissions importées, sans oublier les mécanismes de compensation carbone qui conduisent à un

mécanismes de compensation carbone, qui conduisent à un risque de double-comptage.

Lire aussi: notre dossier de 2019 [Que changer pour le climat?](#)

Les engagements des Etats



Source: ClimateActionTracker 2020

Dans le cadre de l'accord de Paris, 196 pays se sont engagés à réduire leurs émissions de CO₂. Dans ce cadre, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de 50% en 2030 par rapport à 1990, et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Lire aussi: [«Compenser ses émissions de CO₂ à l'étranger ne peut être qu'une solution temporaire»](#)

Augmenter la part des énergies renouvelables

Cliquer sur une catégorie pour agrandir





Source: Étiquetage électrique Suisse 2019

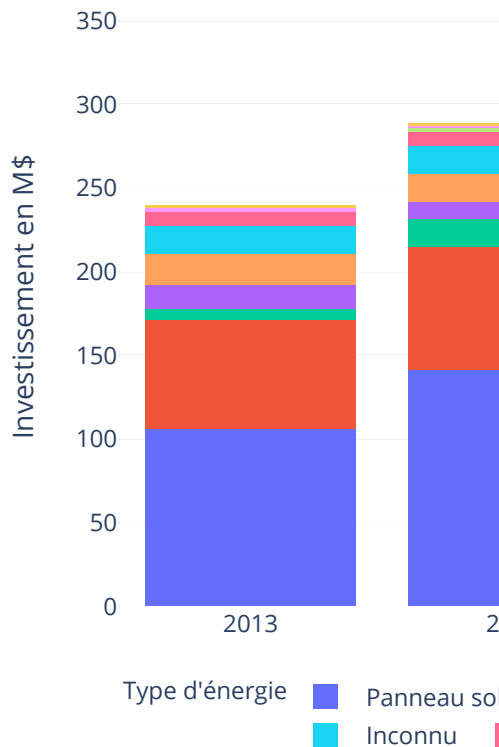
Le mix électrique suisse est déjà très décarboné, grâce à une production essentiellement hydroélectrique et nucléaire. Mais le pays doit rapidement déployer ses énergies renouvelables pour

faire face dans le même temps à la fin du nucléaire et à l'augmentation de la consommation. Le risque: voir les importations d'électricité augmenter drastiquement.

Lire aussi: Le photovoltaïque sauvera-t-il la stratégie énergétique suisse?

Impliquer les acteurs financiers

[Total](#) [Répartition](#)



Source: IRENA

En mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie a exhorté gouvernements et investisseurs de se détourner sans délai des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables. Un mouvement déjà en cours mais qui prend du temps, d'autant que les investissements dits durables ne sont pas toujours favorables à la planète.

Lire aussi: Comment développer la finance durable après la crise?

sommaire